



Présence Internationale

Rue de la Linière, 11
1060 Bruxelles
Tél: 02/609 44 02
Email: pbibelgium@scarlet.be
http://www.peacebrigades.org
CCP: 000-1668395-92
BNP Fortis: 001-1016453-66

BELGIQUE-BELGIE
P. P.
4800 VERVIERS 1
P 001436

N° 103

Ed. resp. : M. Vasic, Rue de la Linière 11, 1060 Bruxelles - Bureau de dépôt : Verviers 1 - Envoi non prioritaire à tarif réduit
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 10 euros - Cotisation de membre effectif : 13 euros

Editorial

Tous les trois mois, *Présence internationale* informe ses lecteurs de l'évolution des différents projets de PBI dans le monde et de la situation des droits humains dans les pays où travaillent des équipes de *Peace Brigades International*. Comme le présent numéro livre surtout des articles sur les trois projets latino-américains du Mexique, du Guatemala et de Colombie, profitons de l'éditorial pour donner quelques nouvelles des autres projets.

Commençons par le Projet Népal en Asie. Fin 2012, à la suite d'une évaluation poussée, PBI a décidé de retirer ses équipes de volontaires de Katmandou et Gulariya mais le projet reste néanmoins présent dans le pays en 2013, avec une équipe de 7 collaborateurs étrangers et népalais. Leur mission recouvre trois domaines d'activités : l'observation de la situation politique et des droits humains, le soutien des partenaires locaux en termes de réseau et de plaidoyer et la recherche de nouveaux outils pour une meilleure protection des défenseurs des droits humains.

Si PBI réduit ses activités au Népal cette année, il les déploie en revanche sur le continent africain avec son nouveau projet au Kenya. En janvier 2013, une équipe composée de quatre volontaires déjà expérimentés et d'un coordinateur de projet se sont établis à Nairobi dans le but de mettre en place les structures nécessaires à l'accompagnement des défenseurs des droits humains locaux. L'ombre des violences de 2007-08 ne cesse de plomber l'actuelle campagne en vue des nouvelles élections présidentielles dont le premier tour aura lieu le 4 mars 2013. Pour rappel, fin 2007, le président Kibaki fut réélu au cours d'un processus controversé, son opposant l'accusant de fraude électorale. S'ensuivirent deux mois de violences avec un bilan de 1100 morts environ, de milliers de blessés et au moins 350 000 déplacés. Beaucoup d'attaques ont été dirigées par et contre différents groupes ethniques du pays. Or, deux des principaux candidats seront jugés en avril par la Cour Pénale Internationale (CPI) pour crimes contre l'humanité. Ils sont accusés d'avoir orchestré les violences de 2007-08 en incitant à la haine entre ethnies. Comme les défenseurs des droits humains qui travaillent sur ces événements déplorent l'impunité généralisée et sont eux-mêmes victimes d'intimidations, de menaces ou de harcèlements, PBI-Kenya cherchera dans un premier temps à assurer leur sécurité.

Cette année 2013 verra aussi l'ouverture d'un projet au Honduras. En 2011-12, un comité exploratoire de PBI y a observé de près la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains et, étant donné que la présence d'observateurs internationaux a été jugée pertinente, une équipe de volontaires sera bientôt envoyée sur place.

Dans ce numéro...

Mexique

Entretien croisé avec deux défenseuses mexicaines de passage en Europe
Page 2

Guatemala

L'avocat de la lutte contre l'impunité au Guatemala en visite en Europe
Page 3

Colombia

Een jaar uitgezonden in Colombia : van 'nieuweling' naar 'huisoudste'
Page 5

Kenia

PBI team aangekomen in Nairobi
Page 6



PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

Mexique

Entretien croisé avec deux défenseures mexicaines de passage en Europe en octobre dernier

**Celsa Valdovinos, présidente de l'Organisation des femmes écologistes
de la Sierra de Petatlán (OMESP) dans l'Etat de Guerrero**

Présidente et fondatrice de l'Organisation des femmes écologistes de la Sierra de Petatlán (OMESP) dans l'Etat de Guerrero, Celsa Valdovinos a joué un rôle fondamental dans la préservation de l'environnement et l'éducation pour l'autosuffisance dans les communautés de la Costa Grande du Guerrero. En 2001, avec son mari Felipe Arreaga, elle a créé l'OMESP afin de promouvoir la reforestation, les petits projets productifs ainsi qu'une meilleure gestion des déchets. Les tensions dans l'Etat du Guerrero liées à la présence du narcotrafic et à l'impunité générale menacent la survie même de cette organisation. PBI accompagne l'OMESP et Celsa depuis 2005. Le témoignage de cette agricultrice engagée pour la défense de l'environnement prouve l'existence d'alternatives locales à la violence.

– Présentez-nous votre association

L'objectif de mon organisation créée en 2001 est de produire des aliments pour notre propre consommation et de préserver l'environnement. Dans tous ces endroits, on n'avait jamais imaginé que des femmes puissent s'organiser et former un groupe. J'ai d'ailleurs eu beaucoup de problèmes avec les hommes, parce qu'ils disaient « comment ça, vous allez former un groupe de femmes ? » et ils rajoutaient que « les vieilles » comme nous ne servaient à rien et qu'on ne pouvait rien faire. Mais moi, je disais aux femmes de ne pas s'en faire, que nous allions leur démontrer que ce n'est pas parce que nous sommes des femmes que nous ne pouvons rien faire pour autant. Eh oui, nous leur avons bien montré que, même en tant que femmes, on peut faire beaucoup de choses. Nous travaillons sur les jardins familiaux, la préservation de l'environnement, la reforestation, nous avons une caisse d'épargne, nous travaillons également sur les droits de la femme... Nous avons beaucoup travaillé sur le fait qu'en tant que femmes, nous avons aussi des droits. Nous



avons nos propres droits spécifiques et nous avons le droit de voir ces droits respectés.

– Quels sont les principaux obstacles et menaces auxquels fait face votre organisation ?

On n'avait jamais vu d'organisations de femmes là-bas, et, de ce fait, nous avons fait face à de nombreuses agressions de la part des hommes qui n'étaient pas d'accord. Également, mon mari a été prisonnier, et il recevait beaucoup de menaces. C'est aussi pour cela que nous avons sollicité l'aide de PBI, pour qu'ils nous accompagnent. Mon mari recevait beaucoup de menaces de la part des caciques locaux et des gens qui n'étaient pas d'accord avec le fait qu'on cesse l'exploitation du bois. Il fut en effet un de ceux qui initièrent la grève dans le secteur du bois en 1999.

– Que vous a apporté l'accompagnement de PBI ?

Je pense que l'accompagnement de PBI nous a beaucoup servi en termes d'accès aux institutions gouvernementales. Par exemple, dans mon village, le maire, la police, tous connaissaient notre travail mais ils ne nous prenaient pas en compte : ils faisaient comme si nous n'existions pas. Alors, quand PBI a commencé à nous accompagner en 2005, ils ont discuté avec eux, ils leur ont dit qu'ils nous accompagnaient, ils nous ont recommandées auprès de ces institutions. Et ensuite oui, cela a servi pour rendre notre travail plus visible et pour que l'on soit davantage prises en considération.

– Qu'avez-vous pensé de votre tournée européenne et de votre visite à Paris ?

Ca m'a beaucoup servi parce qu'ici, j'ai pu raconter ce que je ne peux pas dire là-bas. Cela m'a énormément aidée, parce que quand on enfouit trop de choses en soi, on finit par déprimer et se sentir mal. Et aussi, je me sens bien car je ressens toute votre confiance, la confiance de PBI, ainsi que de toutes les personnes que nous avons rencontrées au cours de nos réunions. Je pense que c'est comme une famille, une famille de plus que nous avons ici, et que vous allez nous soutenir.



*Celsa Valdovinos et Blanca Martínez
de passage à Paris en octobre 2012*



A m é r i q u e s

Blanca Martínez, directrice du Centre Diocésain pour les Droits de l'Homme Fray Juan de Larios, A.C. dans l'Etat mexicain de Coahuila.

Militante de la première heure, Blanca Martínez a dirigé pendant 6 ans le Centre des droits humains Fray Bartolomé de las Casas (Frayba) au Chiapas dans le contexte du conflit armé des années 1990. Aujourd'hui à la tête du Centre Diocésain pour les Droits de l'Homme dans l'Etat du Nord de Coahuila, elle soutient inlassablement les familles de disparus dans la recherche de leurs proches. Depuis 2009, on a constaté une forte augmentation des cas de disparitions dans cet Etat marqué par la « guerre des drogues ». Ce sont pour la plupart de jeunes travailleurs ordinaires. Blanca Martínez dénonce également la situation des travailleurs des mines et des migrants dans cet Etat frontalier des Etats Unis.

– Présentez-nous votre association.

Le Centre diocésain pour les droits de l'Homme Fray Juan de Larios à Coahuila, dans le Nord du Mexique, travaille sur deux thèmes fondamentaux liés aux victimes de violence : d'une part, la disparition forcée de personnes et, d'autre part, l'enlèvement et la disparition de migrants, en collaboration et coordination avec nos collègues de la *Casa de los Migrantes* (Auberge des Migrants). Par ailleurs, nous essayons de travailler dans la mesure du possible sur la formation de promoteurs et de défenseurs de droits humains.

– Quels sont les principaux obstacles et menaces auxquels fait face votre organisation ?

Le genre de travail que nous réalisons, comme la dénonciation d'enlèvements de migrants et de disparitions forcées, touche des intérêts très profonds, principalement ceux du crime organisé. Evidemment, ceci nous place dans une situation de plus grande vulnérabilité. Nos collègues de la *Casa de los Migrantes* et nous-mêmes avons fait appel aux mesures préventives de la Commission Interaméricaine des Droits Humains en raison des agressions qui se perpétuent, surtout depuis la dénonciation d'enlèvements de migrants, contre les défenseurs et contre la population migrante qui est accueillie dans l'Auberge. Alors, disons que le travail de dénonciation que nous réalisons est directement lié à des causes et des intérêts très structurels et profonds, ce qui nous place en situation de risque. Néanmoins, bien qu'il



il y ait une multitude de menaces faite principalement à la *Casa de los Migrantes*, le travail que nous avons réalisé jusqu'à maintenant et l'une des choses qui nous a le plus aidés, est le fait d'avoir rendu la problématique visible, c'est-à-dire la faire sortir de Coahuila et du Mexique.

– Avez-vous eu besoin d'un accompagnement international ?

C'est très difficile parce que le Nord du Mexique est une région caractérisée par des situations de répression et de violence extrême, sans parler de la violence structurelle. Il arrive souvent que l'on ignore ce qui se passe dans le Nord. Nous avons eu beaucoup de mal à rendre visible ce drame que nous sommes en train de vivre. Nous avons commencé à en parler à PBI il y a environ deux ans et, depuis lors, nous essayons de chercher de quelle manière nous pourrions bénéficier de la présence de la communauté internationale. Nous savons qu'il y a des endroits où il y a plus d'agressions et de meurtres perpétrés contre nos collègues. Par conséquent, nous sommes en train de voir avec PBI la possibilité de créer une antenne dans la région grâce à laquelle nous pourrions diffuser la problématique que nous y vivons.

– Parlez-nous de votre visite en Europe

L'initiative de PBI de nous inviter à cette tournée européenne a été d'une grande importance car elle nous a permis, d'une part, de faire connaître la situation que nous vivons et, d'autre part, de nous positionner et de nous ouvrir des portes. Par exemple, nous avons rendu visite au Ministère des Affaires Etrangères à Paris et nous avons essayé de chercher de quelle manière nous pourrions mettre en avant de l'information, provenant de nos organisations, afin de la publier dans les rapports mexicains en matière de droits humains. Il a également été question de voir comment le gouvernement français pouvait demander plus facilement de l'information au sujet des droits humains et faire des suggestions à ce sujet. Je pense que des portes se sont ouvertes, lesquelles pourraient nous aider à désamorcer un peu le conflit.

Article extrait de PBI-France
Manon Cabaup et Delphine Taylor

Ouverture d'une antenne de PBI dans le Nord

Face à la dégradation rapide de la situation des défenseurs et à l'augmentation des demandes d'accompagnement pour les régions du Nord, PBI-Mexique a décidé d'ouvrir un bureau régional dans les Etats de Chihuahua et de Coahuila. La nouvelle équipe pourra mieux surveiller et gérer la situation des défenseurs en mettant en place des accompagnements ciblés. Les autres bureaux de PBI-Mexique resteront actifs dans leurs régions respectives.



Guatemala

L'avocat de la lutte contre l'impunité au Guatemala en visite en Europe

Eminent avocat guatémaltèque, Edgar Pérez travaille depuis de nombreuses années sur des cas emblématiques de violation des droits humains et dirige un cabinet juridique spécialisé sur ces questions au Guatemala. Lauréat en 2012 du prestigieux International Human Rights Lawyer Award de l'American Bar Association, qui récompense chaque année un avocat menacé qui s'est distingué par son travail de défense des droits humains, il est à l'origine de plusieurs condamnations et comparutions historiques dans son pays. Il était en Europe en décembre dernier à l'occasion d'une tournée de sensibilisation.

Depuis 1997, il conseille et représente les familles qui demandent justice pour les milliers de victimes du conflit armé (1960-1996) et a remporté des victoires remarquables malgré un climat d'impunité et de violence politique. Il a obtenu en 2009 la première condamnation pour disparitions forcées, qui a fait jurisprudence, et, en 2011 et 2012, celle des responsables militaires pour leur rôle dans les massacres de 1982 de Dos Erres et de Plan de Sánchez, dans lesquels plus de 500 villageois ont été assassinés par une unité spéciale de l'armée.

Edgar Pérez plaide actuellement dans le premier procès pour génocide qui ait lieu en Amérique latine, mettant en cause le général Efraín Ríos Montt, président *de facto* en 1982-83, et un responsable de l'armée. Ses efforts pour que l'Etat guatémaltèque reconnaisse sa responsabilité dans les graves violations des droits humains lui ont valu de multiples attaques et persécutions : intimidations téléphoniques, chantages, menaces de mort et sabotage des freins de sa voiture notamment.

C'est pourquoi il est accompagné par les volontaires de PBI depuis août 2010, afin de renforcer sa sécurité toujours précaire. Les Brigades de Paix Internationales sont

présentes lors de déplacements à risque, de visites dans les communautés rurales ou d'audiences au tribunal pour incarner l'intérêt de la communauté internationale pour son travail et dissuader les agresseurs potentiels.

Edgar Pérez s'est rendu à Bruxelles début décembre à l'invitation de l'Union européenne pour participer à un forum avec des ONG sur les droits humains qui réunit plusieurs défenseurs du monde entier. A Paris, il est allé chercher un appui politique de la part des diplomates au Ministère des Affaires Etrangères et de ses collègues au Barreau de Paris. Ce soutien est fondamental pour la poursuite de son engagement pour les droits humains et sa défense des familles de victimes au Guatemala, alors qu'un débat sur l'amnistie agite actuellement les magistrats et menace de remettre en cause les avancées récentes dans le cadre de la lutte contre l'impunité.

Après que l'ouverture du procès pour crimes de génocide contre Ríos Montt a été décidée le 28 janvier 2013, suscitant un grand espoir de voir la justice rendue 30 ans après les faits, Edgar Pérez se retrouve une fois de plus en première ligne, toujours accompagné des volontaires de PBI.

Martin Willaume



La résistance de La Puya, nouvelle association accompagnée par PBI

Depuis novembre 2012, PBI Guatemala accompagne une nouvelle association qui travaille pour la protection de l'environnement : *La Resistencia pacífica y legal de La Puya* (Résistance pacifique et légale de La Puya) réunit des habitants de plusieurs communautés guatémaltèques qui tentent de résister de manière non-violente à des projets d'exploitation minière sur leurs terres.

Parmi d'autres, les habitants de San José del Golfo et de San Pedro Ayampuc s'opposent, depuis 2010, à l'implantation d'un projet d'extraction minière sur leurs terres. Au travers d'activités de résistance pacifiques, les habitants tentent de faire entendre leur droit à un environnement sain et au respect de leurs terres, compte tenu du fait qu'ils n'ont jamais été consultés ni informés sur ce projet.

Depuis mars 2012, les habitants bloquent jour et nuit l'accès au site d'exploitation et aux machines et ont érigé le poste de garde de La Puya. Début juin, la lutte a pris un tournant plus agressif car une activiste de l'association, Yolanda Oquelí, a été victime d'une tentative d'assassinat. Elle continue néanmoins à s'engager aux côtés des autres habitants. En septembre 2012, la Commission guatémaltèque des droits humains a décerné le prix Alice-Zachmann pour les défenseur-se-s des droits humains aux communautés de San José del Golfo et de San Pedro Ayampuc. En novembre 2012, de nouvelles tensions sont apparues lorsque des employés, encadrés par des militaires, sont restés durant deux semaines à La Puya. À ce moment-là, PBI a initié une présence ponctuelle sur place au travers d'accompagnements, garantissant ainsi aux membres de l'association de résistance de La Puya une présence internationale. D'autres organismes nationaux et internationaux étaient d'ailleurs sur place durant cette période.



Colombia

Een jaar uitgezonden in Colombia : van ‘nieuweling’ naar ‘huisoudste’

Het jaar waarin ik in Colombia voor PBI heb gewerkt, is naar mijn gevoel voorbij gevlogen. Ik heb zoveel meegemaakt, zo hard gewerkt, zoveel bijzondere mensen ontmoet en ben op zoveel bijzondere plekken geweest dat ik nauwelijks de tijd heb gehad het allemaal te verwerken. Pas nu ik weer terug ben, kom ik eraan toe terug te kijken op het afgelopen jaar en besef ik wat het voor me betekend heeft en hoe ik me heb ontwikkeld.

Workshops, ‘Memclins’, protocollen en onzekerheid

De eerste drie maanden waren niet bepaald gemakkelijk. Ik woonde een overdosis aan workshops bij, kreeg heel veel informatie, en moest vuistdikke handboeken lezen, al had ik daar eigenlijk geen tijd voor. Ik werd zenuwachtig van de hoeveelheid protocollen en discoursen die ik moest onthouden en praktisch moest kunnen toepassen. Ik kwam terecht in een stad die getekend is door een gewelddadige geschiedenis en waar tot op de dag van vandaag nog een gewapend conflict heerst, zij het in minder mate dan voorheen. Ik heb heel veel mensen ontmoet, onder andere dappere mensenrechtenverdedigers die vaak getraumatiseerd zijn door alles wat ze hebben meegemaakt. Ik viel binnen in een team dat van alles had doorgemaakt, met soms gestresste, maar vooral gemotiveerde, geduldige en behulpzame mensen. Ik beleefde mijn eerste ‘noodsituatie’, ik zag hoe mijn teamleden een ‘memclin’ (‘memoria clinica’ oftewel een document waarin alle handelingen en informatie bijgehouden wordt) opstartten toen een van ‘onze’ mensenrechtenverdedigers ernstig bedreigd werd, ik maakte mijn tweede en mijn derde ‘memclin’ mee, en dat allemaal in zeer korte tijd, in de periode waarin ik eigenlijk nog ‘in training’ was en als een onhandige beginneling toekeek hoe de anderen alles aanpakten. Ik voelde me onzeker en onproductief.

‘La perma’ en 24 uren-begeleiding

Toen had ik ineens ‘la perma’, en was ik dagcoördinator. Dat betekent dat je gedurende de hele dag verantwoordelijk bent voor de telefoon, de ontvangst van de bezoekers, de e-mails en de coördinatie van het geheel (dus ook voor een noodsituatie, mocht die zich voordoen). Het maakt je ietwat nerveus en gestrest, nu al die verantwoordelijkheden en na 24 uur perma ben je dan ook helemaal op. Maar de volgende dag sta je weer vroeg op om een van de mensenrechtenverdedigers te begeleiden die 24 uren-begeleiding krijgt vanwege ernstige bedreigingen. Je komt bij haar thuis, leert haar familie kennen en slaapt in het bed van de dochters, die

vanwege jouw aanwezigheid op een matras op de grond slapen. Maar dat is ok, als mama maar veilig is.

Je hebt eigenlijk nauwelijks tijd voor jezelf. Als je niet aan het begeleiden bent, rol je van de ene workshop in de andere en van de ene vergadering in de andere, en ‘s avonds komen de mensenrechtenverdedigers langs om de dag door te spreken, het laatste nieuws te vertellen, of gewoon om een biertje te drinken, even te lachen en alle narigheid te vergeten. Het PBI-huis is voor hun een van de weinige veilige plekken in Barrancabermeja.

Beetje bij beetje leer je je teamgenootjes kennen, maar echt thuis voel je je nog niet. Echte vrienden heb je eigenlijk ook niet, behalve dan wat ‘huisvrienden’ die

vaak langskomen. Je komt het huis alleen uit als je op begeleiding gaat of wanneer we met z’n allen uit gaan of wanneer je boodschappen moet doen.

Meer verantwoordelijkheid, continue veranderingen: de rol van ‘huisoudste’

En toen, voor ik het wist, was ik degene die de volgende nieuwe vrijwilligers aan het trainen was. Het team

veranderde van samenstelling, ik had meer zelfvertrouwen gekregen, ik kende wat meer mensenrechtenverdedigers en ik mocht nu ook begeleiden in complexe gebieden, want ik was geen nieuweling meer. Nu voerde ik het woord wanneer het leger ons aanhield bij de checkpoints en tot mijn verbazing ging het me best goed af. Ik begreep ineens beter hoe PBI intern georganiseerd is, en kreeg echt inzicht in het nut en noodzaak van ons werk. De puzzelstukjes begonnen op hun plek te vallen. Zou dit die beroemde klik zijn waar ze het tijdens de training over hadden?

Je ontvangt de nieuwe vrijwilligers zoals ze jou ontvangen hebben, warm, gastvrij en enthousiast, je vermoeidheid verbergt je maar even. Je leert ze dat het belangrijk is flexibel te zijn, want alles verandert continu. Niet alleen de samenstelling van het team, maar ook in de dagelijkse routine worden de plannen steeds weer gewijzigd. Geduldig geef je een workshop over de



Amerika/Afrika

situatie in “El Catatumbo”, een regio in Norte Santander waar het conflict nog intensief aan de gang is. Er zijn daar maar liefst drie guerrillabewegingen, een aantal paramilitairen groepen, en natuurlijk het leger, die strijden om de controle van het gebied of soms juist allianties aangaan wanneer ze dat uitkomt.

En toen, voor ik het wist, was ik een van de ‘huisoudsten’ en kwam het schrijven van mijn laatste zelfevaluatie in zicht. Ik moest erover gaan nadenken of ik mijn contract wilde verlengen. En zo ja, waar zou ik dan naartoe gaan en voor hoe lang? Ik ging door een periode van twijfels: zal ik het doen, zal ik het niet doen? Met Colombia en met de inspirerende mensenrechtenverdedigers voelde ik me sterk verbonden. Ik wilde mijn kennis blijven gebruiken en inzetten. Ik wilde meer begrijpen, meer leren en meer te weten komen over dit bizarre land. Maar soms voelde ik me ook moe, was mijn motivatie ineens verdwenen, werd ik opgeslokt door de interne discussies. Wilde ik niet liever een ‘normaal’ leven? Meer vrijheid? Even geen verhalen horen over geweld en over conflicten? Ja, maar dat kan altijd nog. Dit was mijn kans om mijn kennis te verdiepen en de regio terug te zien waar ik graag heen wilde gaan (Urabá), omdat ik daar mijn afstudeerscriptie heb geschreven. En ik besloot mijn contract met nog acht maanden te verlengen.

Het afscheid

Met gemengde gevoelens van tevredenheid en nostalgie vertrok ik uit Colombia, na een paar dagen uitwaaien in de woestijn en op de stranden van La Guajira (een schiereiland in het noordoosten van Colombia). Want mijn werk in Barrancabermeja is voorbij. Misschien kom ik er nog eens op bezoek, maar het leven zoals ik dat daar een jaar lang geleid heb, komt niet meer terug. Die lieve teamgenoten, Elsa, onze fantastische huishoudster, de feestjes, de altijd en overal klinkende Vallenato, de gefrituurde yuca, de ‘chalupa’ (motorbootje) waarmee we de Magdalena rivier overstaken, de rondes langs de organisaties, de biertjes in de patio met onze ‘huisvrienden’. Je deel voelen van een groter geheel, leven in een groep en samenwerken om ervoor te zorgen dat die dappere mensenrechtenverdedigers zich kunnen blijven inzetten voor een Colombia zonder oorlog, is heel bijzonder. Het maakt je bescheidener en je leert relativeren. Deze periode heeft grote indruk op me gemaakt en me gemotiveerd om me te blijven inzetten voor mensenrechten en het principe van geweldloosheid na te leven, uit te dragen en waar te maken, overal en altijd, ongeacht waar ik ben.

Clara Kooreman

Kenia

PBI team aangekomen in Nairobi

Het geweld na de verkiezingen in Kenia in 2007 overschaduwde ook de komende verkiezingen van maart 2013. International Crisis Group waarschuwt dat wederom de kans op politiek geweld onacceptabel hoog is.

PBI team aangekomen in Nairobi

Alle voorbereidingen zijn getroffen en begin januari is een team van 4 vrijwilligers en een betaalde coördinator aangekomen in Nairobi. De komende tijd zal dit team de nodige structuren opzetten zodat PBI beschermende begeleidingen kan gaan bieden aan Keniaanse mensenrechtenverdedigers. Het PBI team in Nairobi zal zich gaan richten op het netwerken met overheidsinstellingen, ambassades en NGO's. Het werk in Kenia zal voortbouwen op PBI's jarenlange ervaring met verschillende beschermmechanismen, waaronder het implementeren van de Europese Richtlijnen voor mensenrechtenverdedigers. Naast beschermende begeleiding zullen ze de lokale mensenrechtenverdedigers ondersteunen door het geven van workshops over veiligheid en risico analyse, het opbouwen van een (internationaal) netwerk en andere beschermende maatregelen. Tegelijkertijd zullen de andere PBI kantoren over de hele wereld zich bezig houden met het informeren van ministeries van

buitenlandse zaken, diplomaten en NGO's om bewustzijn te genereren over de huidige situatie in Kenia. Het doel van PBI is om het risico van mensenrechtenverdedigers te verkleinen met het oog op potentieel verkiezingsgeweld en om mensenrechtenverdedigers op de lange termijn te helpen hun werk veiliger te maken.

Verkiezingen

De komende landelijke verkiezingen zullen plaats vinden op 4 maart 2013. In de aanloop naar deze verkiezingen zijn er veel meldingen van de her-opkomst van politieke bendes, de omloop van wapens en gewelddadige incidenten. Al deze gebeurtenissen wijzen op mogelijke escalatie van politiek geweld rondom de verkiezingen in Kenia. PBI zoekt internationale steun om de bescherming van mensenrechtenverdedigers te verzekeren zodat zij hun werk kunnen doen voor een veiliger Kenia.

Artikel van PBI-Neederland

